|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Macintosh HD:Users:bilodeau:Desktop:logos:template 2017:un.emf |  | **CBD** |
| CBD_logo_fr-CMYK-black [Converted] | | Distr.  GÉNÉRALE  CBD/CP/MOP/10/4  15 octobre 2021  FRANÇAIS  ORIGINAL: ENGLISH |

# Conférence des Parties À la diversité biologique siégeant en tant que réunion des Parties AU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

Dixième réunion

Kunming, Chine, 11-15 octobre 2021

et 25 avril-8 mai 2022

**RAPPORT de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au protocole de cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques à sa dixième réunion (partie I)**

*Table des matières*

[I. Décision adoptée par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques 2](#_Toc87013372)

CP-10/1. Budget pour le programme de travail intégré du Secrétariat 2

II. [Compte rendu des débats](#_Toc87013374) 9

[Participation 9](#_Toc87013375)

[Point 1. Ouverture de la réunion](#_Toc87013376) 13

[Point 2. Questions d’organisation](#_Toc87013377) 13

[Point 3. Rapport sur les pouvoirs des représentants à la dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena](#_Toc87013378) 16

[Point 4. Rapports des organes subsidiaires 16](#_Toc87013379)

[Point 5. Raport du Comité d’examen du respect des dispositions 16](#_Toc87013380)

[Point 6. Administration odu Protocole et budget des Fonds d’affectation spéciale](#_Toc87013381) 17

[Point 18. Questions diverses](#_Toc87013382) 17

[Point 19. Adoption du rapport 17](#_Toc87013383)

[Point 20. Clôture de la réunion 17](#_Toc87013384)

1. **DÉCISION ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE DES PARTIES SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES**

**CP-10/1. Budget pour le programme de travail intégré du Secrétariat**

*La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.*

*Rappelant* sa décision [9/16](https://www.cbd.int/doc/decisions/cp-mop-09/cp-mop-09-dec-16-fr.pdf), dans laquelle elle a approuvé le budget de la période biennale 2019-2020,

*Rappelant également* sa décision CP-EM-1/1, dans laquelle elle a approuvé la prolongation du budget de la période biennale 2019-2020 et, à titre exceptionnel, le budget-programme provisoire de 2021,

*Prenant compte* de la décision de présenter la dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena en deux parties, la partie I du 11 au 15 octobre 2021 et la partie II du 25 avril au 8 mai 2022, à cause des restrictions imposées par la pandémie de la COVID-19, et que l’examen et l’adoption d’un budget ordinaire ou complet sont prévus au cours de la partie II de la réunion,

*Prenant note,* par conséquent, de la nécessité de prendre des arrangements pour maintenir le fonctionnement ininterrompu des organes du Protocole, dont le Secrétariat et les réunions de ses Parties et organes subsidiaires,

*Prenant note* de la proposition du Bureau de la Conférence des Parties que les Parties examinent et approuvent un budget provisoire pour 2022, à titre exceptionnel, selon les modalités convenues,

*Rappelant* l’importance d’une information hâtive et bien comprise sur les questions administratives et financières qui permet aux Parties de profiter d’un Secrétariat efficace et de soutenir celui-ci,

*Rappelant également* le besoin d’un processus décisionnel inclusif aux réunions de la Conférence des Parties à la Convention et des Parties à ses Protocoles, et en particulier concernant les dispositions des paragraphes 35 à 44 de la décision 14/37 sur les fonds d’affectation spéciale volontaires (BZ) pour faciliter la participation des Parties aux processus de la Convention,

*Reconnaissant* la nature exceptionnelle des circonstances découlant de la pandémie et exprimant sa solidarité avec toutes les Parties face aux conséquences humaines et économiques de la pandémie en cours,

*Ayant examiné* la note de la Secrétaire exécutive,[[1]](#footnote-2)

1. *Approuve* à titre exceptionnel, un budget-programme de base de 2 765 932 dollars des États-Unis pour le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques pour l’année 2022, représentant 15 pour cent du budget provisoire intégré de 18 439 546 dollars des États-Unis pour l’année 2022, pour les besoins indiqués dans les tableaux 1a et 1b ci-dessous;
2. *Adopte* un barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de 2022, conforme au barème des quotes-parts actuel pour les dépenses des Nations Unies, indiqué dans le tableau 2 de la présente décision, en précisant que le barème des quotes-parts de la période triennale 2022-2024 devrait être approuvé par l’Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2021 et que le nouveau barème des quotes-parts sera appliqué dès sa publication, afin de calculer les contributions de 2022;
3. *Prie* la Secrétaire exécutive de préparer des propositions budgétaires pour la période biennale 2023-2024, en attendant la décision de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur les dates de sa onzième réunion;
4. *Prend note avec préoccupation* que plusieurs Parties n’ont pas encore payé leur contribution aux budgets-programmes (fonds d’affectation spéciale BY, BG et BB) pour les années 2020 et antérieures, et même que certaines Parties ne l’ont jamais versée, et *prend note également* que conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public adoptées par les Nations Unies[[2]](#footnote-3), une somme évaluée à 100 015 $US en souffrance pour le Protocole de Cartagena à la fin de 2020 devra être soustraite du solde du fonds et ne pourra donc pas être utilisée au profit de toutes les Parties au Protocole;
5. *Décide* d’appliquer, mutatis mutandis, les paragraphes 2 à 4, 6 à 12, 14 à 17 et 19 de la décision adoptée par la Conférence des Parties à sa quinzième réunion (partie I).

**Tableau 1a**

**Budget provisoire intégré des fonds d’affectation spéciale de la Convention sur la diversité biologique et ses Protocoles pour 2022**

*(Milliers de dollars des États-Unis)*

| *Objet de dépense* | *2022* |
| --- | --- |
| A. Coûts de personnel | 12 220,00 |
| B. Voyages d’affaires | 275,00 |
| C. Consultants/sous-traitants | 50,00 |
| D. Matériel de sensibilisation du public/consultation | 50,00 |
| E. Assistance temporaire/temps supplémentaire | 100,00 |
| F. Formation | 5,00 |
| G. Traduction du site Web/projets de site Web du mécanisme de centre d’échange | 65,00 |
| H. Réunions\* | 1 198,00 |
| I. Loyer et coûts apparentés | 1 481,22 |
| J. Frais généraux d’exploitation | 726,60 |
| **Total partiel (I)** | **16 170,82** |
| **II. Coûts d’appui au programme (13 %)** | 2 102,21 |
| **Total partiel (I + II)** | **18 273,03** |
| **III. Réserve de trésorerie** | 166,51 |
| **Grand total (II + III)** | **18 439,54** |
| Part du budget provisoire pour la Convention (15 %) | 2 765,93 |
| Moins : Contribution du pays hôte | (251,07) |
| Moins : Utilisation des réserves des années précédentes | (157,50) |
| **Total net (somme à partager par les Parties)** | **2 357,36** |

**\*** Réunions à financer à partir du budget provisoire de 2022 en complément au report, conformément au tableau 1 ci-dessus:

1/ Quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention, dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena et quatrième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya, présentées simultanément pendant 14 jours.

2/ Reprise de la vingt-quatrième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, de la troisième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de l'application et de la troisième réunion du Groupe de travail à composition non limitée sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, pendant 17 jours.

3/ Il est prévu qu’à la deuxième partie de sa quinzième réunion, la Conférence des Parties examinera la nécessité d’allouer un budget aux réunions du Bureau et aux réunions d’experts afin d’assurer la participation efficace et à part entière des pays en développement et des pays à économie en transition. Les Parties, par l’entremise du Bureau, continueront à surveiller les circonstances extraordinaires liées à la pandémie de la COVID-19, et cette décision ne doit aucunement être interprétée comme établissant un précédant ou un créant un préjudice à l’égard des futures réunions du Bureau ou réunions d’experts.

**Table 1b**

**Ressources requises par division à partir des budgets-programmes intégrés pour l’année 2022***(Milliers de dollars des États-Unis)*

|  |  |
| --- | --- |
|  | 2022 |
| **I. Programmes :** |  |
| Bureau de la Secrétaire exécutive | 2 788,50 |
| Protocoles d’accès et de partage des avantages et de prévention des risques biotechnologiques | 2 336,50 |
| Division des sciences, de la sociétés et de l’avenir durable | 3 617,50 |
| Division du soutien à la mise en œuvre | 4 300,75 |
| **II. Administration, finances et services de conférence** | 3 127,57 |
| **Total partiel** | **16 170,82** |
| Coûts d’appui au programme | 2 102,21 |
| **III. Réserve de trésorerie** | 166,51 |
| **Total** | **18 439,54** |
| Part du budget provisoire pour le Protocole de Cartagena (15 %) | 2 765,93 |
| Moins : Contribution du pays hôte | (251,07) |
| Moins : Utilisation des réserves des années antérieures | (157,50) |
| **Total net (somme à partager par les Parties)** | **2 357,36** |

**Table 2  
Contributions au fonds d’affectation spéciale pour le Protocole de Cartagena pour 2022**

|  | *Partie* | *Barème des quotes-parts* | *Barème prévoyant un plafond de 22 %, sans PMA payant plus de 0,01 %*[[3]](#footnote-4) | *Contributions au 1er janvier 2022* |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | Afghanistan | 0,007 | 0,010 | 236 |
| 2 | Afrique du Sud | 0,272 | 0,389 | 9 162 |
| 3 | Albanie | 0,008 | 0,011 | 269 |
| 4 | Algérie | 0,138 | 0,197 | 4 648 |
| 5 | Allemagne | 6,090 | 8,702 | 205 127 |
| 6 | Angola | 0,010 | 0,010 | 236 |
| 7 | Antigua-et-Barbuda | 0,002 | 0,003 | 67 |
| 8 | Arabie saoudite | 1,172 | 1,675 | 39 476 |
| 9 | Arménie | 0,007 | 0,010 | 236 |
| 10 | Autriche | 0,677 | 0,967 | 22 803 |
| 11 | Azerbaïdjan | 0,049 | 0,070 | 1 650 |
| 12 | Bahamas | 0,018 | 0,026 | 606 |
| 13 | Bahreïn | 0,050 | 0,071 | 1 684 |
| 14 | Bangladesh | 0,010 | 0,010 | 236 |
| 15 | Barbade | 0,007 | 0,010 | 236 |
| 16 | Belarus | 0,049 | 0,070 | 1 650 |
| 17 | Belgique | 0,821 | 1,173 | 27 653 |
| 18 | Belize | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 19 | Bénin | 0,003 | 0,004 | 101 |
| 20 | Bhoutan | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 21 | Bolivie (État plurinational de) | 0,016 | 0,023 | 539 |
| 22 | Bosnie-Herzégovine | 0,012 | 0,017 | 404 |
| 23 | Botswana | 0,014 | 0,020 | 472 |
| 24 | Brésil | 2,948 | 4,212 | 99 296 |
| 25 | Bulgarie | 0,046 | 0,066 | 1 549 |
| 26 | Burkina Faso | 0,003 | 0,004 | 101 |
| 27 | Burundi | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 28 | Cabo Verde | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 29 | Cambodge | 0,006 | 0,009 | 202 |
| 30 | Cameroun | 0,013 | 0,019 | 438 |
| 31 | Chine | 12,005 | 17,153 | 404 359 |
| 32 | Chypre | 0,036 | 0,051 | 1 213 |
| 33 | Colombie | 0,288 | 0,412 | 9 701 |
| 34 | Comores | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 35 | Congo | 0,006 | 0,009 | 202 |
| 36 | Costa Rica | 0,062 | 0,089 | 2 088 |
| 37 | Côte d’Ivoire | 0,013 | 0,019 | 438 |
| 38 | Croatie | 0,077 | 0,110 | 2 594 |
| 39 | Cuba | 0,080 | 0,114 | 2 695 |
| 40 | Danemark | 0,554 | 0,792 | 18 660 |
| 41 | Djibouti | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 42 | Dominique | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 43 | Égypte | 0,186 | 0,266 | 6 265 |
| 44 | El Salvador | 0,012 | 0,017 | 404 |
| 45 | Émirats arabes unis | 0,616 | 0,880 | 20 748 |
| 46 | Équateur | 0,080 | 0,114 | 2 695 |
| 47 | Érythrée | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 48 | Espagne | 2,146 | 3,066 | 72 283 |
| 49 | Estonie | 0,039 | 0,056 | 1 314 |
| 50 | Eswatini | 0,020 | 0,029 | 674 |
| 51 | État de Palestine | 0,008 | 0,011 | 269 |
| 52 | Éthiopie | 0,010 | 0,010 | 236 |
| 53 | Fidji | 0,003 | 0,004 | 101 |
| 54 | Finlande | 0,421 | 0,602 | 14 180 |
| 55 | France | 4,427 | 6,325 | 149 113 |
| 56 | Gabon | 0,015 | 0,021 | 505 |
| 57 | Gambie | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 58 | Géorgie | 0,008 | 0,011 | 269 |
| 59 | Ghana | 0,015 | 0,021 | 505 |
| 60 | Grèce | 0,366 | 0,523 | 12 328 |
| 61 | Grenade | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 62 | Guatemala | 0,036 | 0,051 | 1 213 |
| 63 | Guinée | 0,003 | 0,004 | 101 |
| 64 | Guinée-Bissau | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 65 | Guyana | 0,002 | 0,003 | 67 |
| 66 | Honduras | 0,009 | 0,013 | 303 |
| 67 | Hongrie | 0,206 | 0,294 | 6 939 |
| 68 | Îles Marshall | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 69 | Îles Salomon | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 70 | Inde | 0,834 | 1,192 | 28 091 |
| 71 | Indonésie | 0,543 | 0,776 | 18 290 |
| 72 | Iran (République islamique d’) | 0,398 | 0,569 | 13 406 |
| 73 | Iraq | 0,129 | 0,184 | 4 345 |
| 74 | Irlande | 0,371 | 0,530 | 12 496 |
| 75 | Italie | 3,307 | 4,725 | 111 388 |
| 76 | Jamaïque | 0,008 | 0,011 | 269 |
| 77 | Japon | 8,564 | 12,236 | 288 457 |
| 78 | Jordanie | 0,021 | 0,030 | 707 |
| 79 | Kazakhstan | 0,178 | 0,254 | 5 995 |
| 80 | Kenya | 0,024 | 0,034 | 808 |
| 81 | Kiribati | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 82 | Kirghizistan | 0,002 | 0,003 | 67 |
| 83 | Koweït | 0,252 | 0,360 | 8 488 |
| 84 | Lesotho | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 85 | Lettonie | 0,047 | 0,067 | 1 583 |
| 86 | Liban | 0,047 | 0,067 | 1 583 |
| 87 | Libéria | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 88 | Libye | 0,030 | 0,043 | 1 010 |
| 89 | Lituanie | 0,071 | 0,101 | 2 391 |
| 90 | Luxembourg | 0,067 | 0,096 | 2 257 |
| 91 | Macédoine du Nord | 0,007 | 0,010 | 236 |
| 92 | Madagascar | 0,004 | 0,006 | 135 |
| 93 | Malaisie | 0,341 | 0,487 | 11 486 |
| 94 | Malawi | 0,002 | 0,003 | 67 |
| 95 | Maldives | 0,004 | 0,006 | 135 |
| 96 | Mali | 0,004 | 0,006 | 135 |
| 97 | Maroc | 0,055 | 0,079 | 1 853 |
| 98 | Malte | 0,017 | 0,024 | 573 |
| 99 | Mauritanie | 0,002 | 0,003 | 67 |
| 100 | Maurice | 0,011 | 0,016 | 371 |
| 101 | Mexique | 1,292 | 1,846 | 43 518 |
| 102 | Mongolie | 0,005 | 0,007 | 168 |
| 103 | Monténégro | 0,004 | 0,006 | 135 |
| 104 | Mozambique | 0,004 | 0,006 | 135 |
| 105 | Myanmar | 0,010 | 0,010 | 236 |
| 106 | Namibie | 0,009 | 0,013 | 303 |
| 107 | Nauru | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 108 | Nicaragua | 0,005 | 0,007 | 168 |
| 109 | Niger | 0,002 | 0,003 | 67 |
| 110 | Nigeria | 0,250 | 0,357 | 8 421 |
| 111 | Nioué | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 112 | Norvège | 0,754 | 1,077 | 25 397 |
| 113 | Nouvelle-Zélande | 0,291 | 0,416 | 9 802 |
| 114 | Oman | 0,115 | 0,164 | 3 873 |
| 115 | Ouganda | 0,008 | 0,010 | 236 |
| 116 | Ouzbékistan | 0,032 | 0,046 | 1 078 |
| 117 | Pakistan | 0,115 | 0,164 | 3 873 |
| 118 | Palau | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 119 | Panama | 0,045 | 0,064 | 1 516 |
| 120 | Papouasie-Nouvelle-Guinée | 0,010 | 0,014 | 337 |
| 121 | Paraguay | 0,016 | 0,023 | 539 |
| 122 | Pays-Bas | 1,356 | 1,937 | 45 674 |
| 123 | Pérou | 0,152 | 0,217 | 5 120 |
| 124 | Philippines | 0,205 | 0,293 | 6 905 |
| 125 | Pologne | 0,802 | 1,146 | 27 013 |
| 126 | Portugal | 0,350 | 0,500 | 11 789 |
| 127 | Qatar | 0,282 | 0,403 | 9 498 |
| 128 | République arabe syrienne | 0,011 | 0,016 | 371 |
| 129 | République centrafricaine | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 130 | République de Corée | 2,267 | 3,239 | 76 358 |
| 131 | République de Moldavie | 0,003 | 0,004 | 101 |
| 132 | République démocratique du Congo | 0,010 | 0,010 | 236 |
| 133 | République démocratique populaire lao | 0,005 | 0,007 | 168 |
| 134 | République dominicaine | 0,053 | 0,076 | 1 785 |
| 135 | République populaire démocratique de Corée | 0,006 | 0,009 | 202 |
| 136 | République unie de Tanzanie | 0,010 | 0,010 | 236 |
| 137 | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord | 4,567 | 6,525 | 153 828 |
| 138 | Roumanie | 0,198 | 0,283 | 6 669 |
| 139 | Rwanda | 0,003 | 0,004 | 101 |
| 140 | Saint-Kitts-et-Nevis | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 141 | Sainte-Lucie | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 142 | Saint-Vincent-et-les-Grenadines | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 143 | Samoa | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 144 | Sénégal | 0,007 | 0,010 | 236 |
| 145 | Serbie | 0,028 | 0,040 | 943 |
| 146 | Seychelles | 0,002 | 0,003 | 67 |
| 147 | Sierra Leone | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 148 | Slovaquie | 0,153 | 0,219 | 5 153 |
| 149 | Slovénie | 0,076 | 0,109 | 2 560 |
| 150 | Somalie | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 151 | Soudan | 0,010 | 0,010 | 236 |
| 152 | Sri Lanka | 0,044 | 0,063 | 1 482 |
| 153 | Suède | 0,906 | 1,295 | 30 516 |
| 154 | Suisse | 1,151 | 1,645 | 38 769 |
| 155 | Suriname | 0,005 | 0,007 | 168 |
| 156 | Tadjikistan | 0,004 | 0,006 | 135 |
| 157 | Tchad | 0,004 | 0,006 | 135 |
| 158 | Tchéquie | 0,311 | 0,444 | 10 475 |
| 159 | Thaïlande | 0,307 | 0,439 | 10 341 |
| 160 | Togo | 0,002 | 0,003 | 67 |
| 161 | Tonga | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 162 | Trinité-et-Tobago | 0,040 | 0,057 | 1 347 |
| 163 | Tunisie | 0,025 | 0,036 | 842 |
| 164 | Turquie | 1,371 | 1,959 | 46 179 |
| 165 | Turkménistan | 0,033 | 0,047 | 1 112 |
| 166 | Ukraine | 0,057 | 0,081 | 1 920 |
| 167 | Union européenne |  | 2,500 | 58 934 |
| 168 | Uruguay | 0,087 | 0,124 | 2 930 |
| 169 | Venezuela | 0,728 | 1,040 | 24 521 |
| 170 | Viet Nam | 0,077 | 0,110 | 2 594 |
| 171 | Yémen | 0,010 | 0,010 | 236 |
| 172 | Zambie | 0,009 | 0,013 | 303 |
| 173 | Zimbabwe | 0,005 | 0,007 | 168 |
|  |  | **68 263** | **100 000** | **2 357 364** |

1. **COMPTE RENDU DES DÉBATS**

**INTRODUCTION**

1. À l’invitation du gouvernement de la Chine et conformément à la décision XIII/33 de la Conférence des Parties, la dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques devait avoir lieu à Kunming, dans la province du Yunnan, en Chine, du 15 au 28 octobre 2020, en même temps que la quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique et la quatrième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya sur l’accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation. Cependant, à cause de la pandémie du coronavirus en cours (COVID-19), les réunions ont d’abord été reportées à la fin mai 2021 et ensuite reportées de nouveau, car la pandémie persistait.
2. Après moult consultations et compte tenu des difficultés que posait toujours la pandémie pour les rencontres en personne, le Bureau de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Cartagena est convenu, au cours de sa réunion du 19 juillet 2021, de diviser sa dixième réunion en deux parties : la première partie (partie I) aurait lieu en ligne, du 11 au 15 octobre 2021, et la deuxième partie (partie II) aurait lieu en personne, à Kunming, en Chine, du 25 avril au 8 mai 2022. La partie I de la réunion s’est déroulée en ligne, du 11 au 15 octobre 2021.

**Participation**

1. Tous les États ont été invités à participer à la réunion. Les Parties suivantes au Protocole de Cartagena ont participé :

Afrique du Sud

Albanie

Algérie

Allemagne

Angola

Antigua-et-Barbuda

Arabie saoudite

Arménie

Autriche

Azerbaïdjan

Bahamas

Bahreïn

Bangladesh

Belarus

Belgique

Belize

Bénin

Bhoutan

Bosnie-Herzégovine

Botswana

Brésil

Bulgarie

Burkina Faso

Burundi

Cabo Verde

Cambodge

Cameroun

Chine

Chypre

Colombie

Comores

Congo

Costa Rica

Croatie

Cuba

Danemark

Équateur

Égypte

Émirats arabes unis

Érythrée

Espagne

Estonie

État de Palestine

Éthiopie

Fidji

Finlande

France

Gabon

Géorgie

Ghana

Grèce

Grenade

Guatemala

Guyana

Honduras

Hongrie

Inde

Indonésie

Iran (République islamique d’)

Irlande

Italie

Jamaïque

Japon

Jordanie

Kenya

Koweït

Lettonie

Liban

Libéria

Lituanie

Luxembourg

Macédoine du Nord

Madagascar

Malawi

Malaisie

Maldives

Malte

Maroc

Maurice

Mexique

Mozambique

Myanmar

Namibie

Nicaragua

Niger

Nigeria

Nouvelle-Zélande

Norvège

Oman

Ouganda

Pakistan

Paraguay

Pays-Bas

Pérou

Philippines

Pologne

Portugal

République centrafricaine

République de Corée

République de Moldova

République démocratique du Congo

République dominicaine

République populaire démocratique de Corée

République unie de Tanzanie

Roumanie

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord

Rwanda

Saint-Kitts-et-Nevis

Sénégal

Serbie

Seychelles

Slovénie

Soudan

Ski Lanka

Suriname

Suède

Suisse

Tadjikistan

Tchad

Tchéquie

Thaïlande

Togo

Tonga

Trinité-et-Tobago

Tunisie

Turquie

Turkménistan

Ukraine

Union européenne

Uruguay

Viet Nam

Zambie

Zimbabwe

4. Les États suivants non Parties au Protocole de Cartagena étaient représentés : Andorre, Argentine, Australie, Brunei Darussalam, Canada, Chili, États-Unis d’Amérique, Fédération de Russie, Guinée équatoriale, Haïti, Islande, Israël, Liechtenstein, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Népal, Saint-Siège, Singapour, Soudan du Sud.

5. Des observateurs des organes des Nations Unies, agences spécialisées, secrétariats de conventions et autres organes ont aussi participé :

Centre du patrimoine mondial de l’UNESCO

Conférence des Nations Unies sur la lutte contre la désertification

Conférence des Nations Unies sur la commerce et le développement

Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage

Fonds international pour le développement agricole

Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme

Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture

Organisation maritime internationale

Organisation mondiale de la santé

Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques

Programme des Nations Unies pour l’environnement

Programme des Nations Unies pour le développement

Secrétariat de la Convention des Carpates

Université des Nations Unies

6. Les organisations suivantes étaient également représentées en qualité d’observatrices :

Académie des sciences de la Chine

Action for Ecology and People Emancipation (AEER)

ActionAid International

Adelphi Research gemeinnützige GmbH

African Indigenous Women Organization (Nairobi)

African Institute for Development Policy

African Wildlife Foundation

Agence de développement de l’Union africaine-NEPAD

Alliance sur l’accès et le partage des avantages

Amis de la Terre Europe

Andes Chinchasuyo

Anglican Consultative Council

Arabian Leopard Fund

ASEAN Centre for Biodiversity

Asia Indigenous Peoples Pact Foundation

Asian Forest Cooperation Organization

Asociación Ambiente y Sociedad

Association chinoise pour la conservation des plantes sauvages

Association des 3 Hérissons

Aube Nouvelle pour la Femme et le Développement

Australian Conservation Foundation

Avaaz

BankTrack

Barnes Hill Community Development Organization

Beijing Chaoyang District Yongxu Global Environmental Institute

Beijing Entrepreneur Environmental Protection Foundation

Beijing Fuqun Social Service Center

Beijing Haidian Shanshui Conservation Center

Beijing Institute of Finance and Sustainability

Bioversity International

BirdLife International

Born Free Foundation

British Ecological Society

Bureau européen pour la conservation et le développement

Carbon Disclosure Project (CDP)

Caribbean Community Secretariat

Center for Development Research (ZEF)

Centre africain pour la biodiversité

Centre arabe pour l’étude des zones arides et des terres sèches

China Dialogue Trust

China Green Carbon Foundation

ClientEarth

Comité du Japon pour l’UICN

Comité français de l’UICN

Comité international de planification de la souveraineté alimentaire

Commission balainière internationale

Commonland

Confederação Nacional da Indústria

Congrégation des sœurs de St-Joseph de la paix

Conselho Empresarial Brasileiro para o Desenvolvimento Sustentável

Conservation International

Convention de Ramsar sur les zones humides

Cooperativa Autogestionaria de Servicios Profesionales para la Solidaridad Social, R.L.

Coral Triangle Initiative on Coral Reefs, Fisheries and Food Security

CropLife International

Derecho, Ambiente y Recursos Naturales

Deutsches Zentrum für Luft - und Raumfahrt e.V. - German Aerospace Center

DHI Water & Environment

Ecologistas en Acción

EcoNexus

ECOROPA

Elephant Protection Initiative Foundation

ETC Group

Fédération internationale des fabricants et associations de produits pharmaceutiques

Fondation brésilienne pour le développement durable

Fondation chinoise pour la conservation de la biodiversité et le développement vert

Fondation du Sierra Club Canada

Fondation européenne pour la climat

Fonds nordique pour le développement

Forest Peoples Programme

Forest Stewardship Council

Forest Watch Indonesia

Forum international des peoples autochtones pour la biodiversité

Forum international sur l’environnement

Foundation for Aboriginal and Islander Research Action

Fridtjof Nansen Institute

Fundación Ambiente y Recursos Naturales

Fundación Gaia Amazonas

Future Earth

GenØk - Centre for Biosafety

German Committee Future Earth

Global Crop Diversity Trust

Global Forest Coalition

Global Forum on Human Settlements

Global Industry Coalition

Global Initiative Against Transnational Organized Crime

Global Youth Online Union

Govardhan Ecovillage

Greater Virunga Transboundary Collaboration

Green Anhui

Greenpeace International

Griffith University

Group on Earth Observations Biodiversity Observation Network

Guangzhou Yuexiu Climate Environmental Protection Exchange Center

Hanns Seidel Foundation/Stiftung-Korea Office

Heinrich Böll Foundation

Helmholtz Centre for Environmental Research - UFZ

ICCA Consortium

ICLEI - Local Governments for Sustainability

Imperial College London

Institut de l’environnement et du développement durable

Institut du développement durable et des relations internationales

Institut national pour les études sur l’environnement

Institute for Biodiversity Network

Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture

International Association for Falconry and Conservation of Birds of Prey

International Center for Integrated Mountain Development

International Collective in Support of Fishworkers

International Coral Reef Initiative

International Council of Environmental Law

International Fertilizer Association

International Fund for Animal Welfare

International Grain Trade Coalition

International Indian Treaty Council

International Network for Bamboo and Rattan

International Network of Basin Organizations

International Partnership for the Satoyama Initiative

International Seed Federation

International Service for the Acquisition of Agri-biotech Applications

International Studies Association

International University Network on Cultural and Biological Diversity

IPIECA

Japan Environmental Lawyers for Future

Japan Federation of Bar Associations

Laotu Rural Ecological Culture Service Group in Yantian District, Shenzhen

Latinoamérica Sustentable

Les Eco Maires

London School of Economics and Political Science

Max Planck Institute for Social Anthropology

Ministère des affaires étrangères

Missionary Society of St. Columban

Mount Holyoke College

National Geographic Society

Nature Québec

New Wind Association

On the EDGE Conservation

Organisation du traité de cooperation amazonienne

Organisation internationale des bois tropicaux

Panthera

Parabukas

Pesticide Eco-Alternatives Center

Pondicherry India-China Friendship Association

Préfecture d’Aïchi

Protect Our Water and Environmental Resources

Public Research and Regulation Initiative

Rainforest Foundation Norway

Rainforest Trust

Red de Cooperación Amazónica

Red de Mujeres Indígenas sobre Biodiversidad para América Latina y el Caribe

Red Indígena de Turismo de México (RITA)

Regions4 Sustainable Development

Réseau civil du Japon pour la Décennie des Nations Unies sur la biodiversité

Réseau d’information des populations autochtones

Réseau des citoyens du Japon pour l’alimentation et l’agriculture durables (FA-Net Japan)

Réseau des gestionnaires d’aires marines protégées de Méditerranée

Réseau du tiers monde

Réseau international de conservation des terres

Réseau mondial des jeunes pour la biodiversité

Réseau Ramsar du Japon

Resources Legacy Fund

Round-Table on Sustainable Palm Oil Secretariat (RSPO)

Royal Botanic Gardens, Kew

Royal Society for the Protection of Birds

Rueda de Medicina y Asociados, A.C.

Sasakawa Peace Foundation

Scion Research

Seascape Consultants Ltd.

Secrétariat du programme régional du Pacifique pour l’environnement

Seikatsu Club Consumers’ Co-operative Union

Society for the Preservation of Natural History Collections

Society for Wetland Biodiversity Conservation - Nepal

Society for Wildlife and Nature

South Asia Co-operative Environment Programme

South China Botanic Garden

Southeast Asia Regional Initiatives for Community Empowerment

Southern African Development Community Secretariat

Stockholm Resilience Centre

Sustainable Environment Food and Agriculture Initiative

Système mondial d’information sur la biodiversité

Team SPOON

Tebtebba Foundation

Terra de Direitos

The Nature Conservancy

The Pew Charitable Trusts

Tinker Institute on International Law and Organizations

TRAFFIC International

Tree Aid

UCCLAN - University of Cambridge, Conservation Leadership Alumni Network

UICN – Union internationale pour la conservation de la nature

Union de la Méditerranée

Union internationale des chemins de fer

Union internationale pour la protection des nouvelles variétés de végétaux

Université Cornell

Université de Cambridge

Université de Georgetown

Université de Ghent

Université de Guelph

Université de l’État de la Caroline du Nord

Université de Nagoya

Université de Nankai

Université de Sydney

Université de Vienne

Université des finances et de l’économie du Yunan

Université Duke

Université Duke Kunshan

Université Macquarie

Université norvégienne des sciences de la vie

Vitae-Planeta Ltd.

Wellcome Sanger Institute

West African Economic and Monetary Union

Wetlands International - Japan

Wildlands Conservation Trust

Wildlife Conservation Society

Wildlife Justice Commission

Winrock International

Women Engage for a Common Future

World Agroforestry Centre

World Animal Protection

World Business Council for Sustainable Development

World Economic Forum

World Federation for Animals

World Organisation for Animal Health  
/Organisation mondiale de la santé animale

World Overview of Conservation Approaches and Technologies

World Tourism Cities Federation

WWF International

Yangtze River Delta Research Institute of Environmental Science and Technology, Zhejiang

Zoo and Aquarium Association Australasia

Zoological Society of London

**Point 1.** **Ouverture de la réunion**

7. La partie I de la dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a été ouverte à 15 h 30,[[4]](#footnote-5) le lundi 11 octobre 2021, par M. Runqiu Huang, ministre de l’Écologie et de l’environnement de la Chine et président de la Conférence des Parties à sa quinzième réunion, après l’ouverture de la quinzième réunion de la Conférence des Parties par Mme Yasmine Fouad, ministre de l’Environnement de l’Égypte et présidente de la Conférence des Parties à sa quatorzième réunion, et l’élection de M. Huang, à la présidence de la dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena.

8. M. Zheng Han, vice-président du Conseil d’État de la Chine; Mme Inger Andersen, directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l’environnement, au nom de Mme Amina Mohammed, secrétaire générale adjointe des Nations Unies (par vidéo); M. Chengfa Ruan, secrétaire du Parti communiste de la province du Yunnan; et Mme Elizabeth Maruma Mrema, Secrétaire exécutive de la Convention sur la diversité biologique, ont présenté des allocutions d’ouverture. Leurs déclarations sont résumées dans le rapport de la Conférence des Parties sur la première partie de sa quinzième réunion (CBD/COP/15/4).

9. Les représentants de l’Argentine (au nom du groupe de l’Amérique latine et des Caraïbes), de la République démocratique du Congo (au nom du Groupe africain), de la Géorgie (au nom des pays de l’Europe centrale et de l’Est), du Koweït (au nom de la région Asie et Pacifique), de la Nouvelle-Zélande (au nom de l’Australie, du Canada, de l’Islande, d’Israël, de Monaco, de la Norvège, de la République de Corée, de la Suisse, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord et des États-Unis d’Amérique) et de la Slovénie (au nom de l’Union européenne et ses États membres) ont présenté des allocutions.

10. Le représentant de l’Organisation du traité de coopération amazonienne a présenté une allocution.

11. Les représentants de l’Alliance de la CDB, du caucus des femmes de la CDB, du Réseau mondial de jeunes pour la biodiversité (GYBN), du Forum international des peuples autochtones sur la biodiversité, du Peuple Hani du Yunnan, du Conseil international pour les initiatives environnementales locales (ICLEI) (également au nom du Comité consultatif sur les gouvernements infranationaux et la biodiversité (coordonné par les régions et le gouvernement du Québec), du Groupe de Gouvernements infranationaux chefs de file dans la réalisation des Objectifs d’Aichi pour la biodiversité (coordonné par la préfecture d’Aichi), du Comité européen sur les régions et des partenaires du processus d’Édimbourg) et de l’Association pour la conservation de la vraie nature (également au nom de Youth of China) ont aussi présenté une allocution.[[5]](#footnote-6)

**Point 2. Questions d’organisation**

**Adoption de l’ordre du jour**

12. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a adopté l’ordre du jour suivant basé sur l’ordre du jour provisoire préparé par la Secrétaire exécutive en consultation avec le Bureau (CBD/CP/MOP/10/1/Rev.1), à la première session plénière de la partie I de la réunion :

1. Ouverture de la réunion.
2. Questions d’organisation.
3. Rapport sur les pouvoirs des représentants à la dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena.
4. Rapports des organes subsidiaires.
5. Rapport du Comité d’examen du respect des dispositions.
6. Administration du Protocole et budget des Fonds d’affectation spéciale.
7. Plan de mise en œuvre et plan d'action de renforcement des capacités du Protocole de Cartagena.
8. Suivi et établissement des rapports (article 33).
9. Évaluation et examen de l’efficacité du Protocole (article 35) et évaluation finale du Plan stratégique relatif au Protocole de Cartagena pour la période 2011-2020.
10. Questions relatives au mécanisme de financement et aux ressources financières (article 28).
11. Fonctionnement et activités du Centre d’échange pour la prévention des risques biotechnologiques (article 20).
12. Coopération avec d’autres organisations, conventions et initiatives.
13. Examen de l’efficacité des structures et des processus au titre de la Convention et de ses Protocoles.
14. Évaluation des risques et gestion des risques (articles 15 et 16).
15. Détection et identification d'organismes vivants modifiés.
16. Considérations socio-économiques (article 26).
17. Protocole additionnel de Nagoya – Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation.
18. Questions diverses.
19. Adoption du rapport.
20. Clôture de la réunion.

**Organisation des travaux**

13. À la première session plénière de la partie I de la réunion, le 11 octobre 2021, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a décidé d’aborder les points 1 à 6 et 18 à 20 à la partie I de la réunion, conformément au programme présenté à l’annexe I de l’organisation des travaux proposée (CBD/CP/MOP/10/1/Add.2). Il a été entendu que ces points seraient abordés en plénière et que certains d’entre eux devront être examinés davantage lors de la partie II de la réunion, à laquelle seront également examinés les points 7 à 17.

**Événements parallèles**

14. Deux événements apparentés, le Forum de la civilisation écologique et le Forum d’action des organisations non gouvernementales, ont eu lieu de concert avec la première partie de la quinzième réunion de la Conférence des Parties. Pour plus de renseignements sur ces forums, consultez l’annexe au rapport de la quinzième réunion de la Conférence des Parties, partie I (CBD/COP/15/4).

**Élection du Bureau**

*Élection du président*

15. Conformément au paragraphe 3 de l’article 29 du Protocole de Cartagena, le Bureau de la Conférence des Parties a aussi servi de Bureau de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena. Par conséquent, M. Runqiu Huang, ministre de l’Écologie et de l’Environnement de la Chine, élu à la présidence de la quinzième réunion de la Conférence des Parties, a aussi cumulé les fonctions de président de la dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena.

*Élection des dirigeants autres que le président*

16. Le paragraphe 3 de l’article 29 du Protocole de Cartagena stipule que tout membre du Bureau de la Conférence des Parties représentant une Partie à la Convention non Partie au Protocole doit être remplacé par un membre élu par les Parties au Protocole parmi l’ensemble des Parties au Protocole. La Conférence des Parties, à sa quatorzième réunion, a élu 10 membres du Bureau qui occuperaient leurs fonctions jusqu’à la clôture de la quinzième réunion. Étant donné que tous les pays représentés étaient Parties au Protocole, les membres du Bureau de la Conférence des Parties ont également cumulé les fonctions de membres de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena.

17. Par conséquent, outre le président, le Bureau de la dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a été formé de :

|  |
| --- |
| M. Eric Okoree (Ghana) |
| M. Melesse Maryo (Éthiopie) |
| M. Vinod Mathur (Inde) (en remplacement de Mme Sujata Arora) |
| Mme Leina El-Awadhi (Koweït) |
| Mme Teona Karchava (Géorgie) |
| Mme Elvana Ramaj (Albanie) |
| Mme Andrea Meza Murillo (Costa Rica) (en remplacement de M. Carlos Manuel Rodriguez) |
| Mme Helena Jeffery Brown (Antigua-et-Barbuda) |
| Mme Gabriele Obermayr (Autriche) |
| Mme Rosemary Paterson (Nouvelle-Zélande) |

18. Étant donné que certains travaux confiés par la quatorzième réunion de la Conférence des Parties se poursuivront jusqu’à la clôture de la partie II de la réunion, M. Hamdallah Zedan (Égypte) a été invité à demeurer membre de droit du Bureau en qualité de représentant de la présidence de la quatorzième réunion de la Conférence des Parties.

19. Il a été convenu que les membres dont le mandat débuterait à la clôture de la dixième réunion et se terminerait à la fin de la onzième réunion seraient élus à la partie II de la réunion, lorsque la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena élirait des remplaçants, si nécessaire, pour les membres du Bureau représentant une Partie à la Convention qui n’est pas Partie au Protocole de Cartagena.

20. À la session plénière d’ouverture de la partie I de la réunion, le 11 octobre 2021, il a été convenu qu’en réponse à la proposition du Bureau, Mme Elvana Ramaj (Albanie) agirait en qualité de rapporteuse de la réunion.

*Élection des dirigeants des organes subsidiaires*

21. À sa session plénière d’ouverture, le 11 octobre 2021, la Conférence des Parties a décidé de reporter l’élection du président de l’Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques et du président du l’Organe subsidiaire chargé de l'application à la fin de la partie II de la réunion. La Conférence des Parties a également décidé de maintenir en poste les coprésidents du Groupe de travail à composition non limitée sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 jusqu’à la partie II de la réunion.

**Point 3. Rapport sur les pouvoirs des représentants à la dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena**

22. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a abordé le point 3 de l’ordre du jour à la session plénière d’ouverture de la partie I de la réunion, le 11 octobre 2021. Conformément à l’article 19 du règlement intérieur, le Bureau était chargé d’examiner les pouvoirs des délégations et de faire rapport sur la question. En conséquence, le président a informé l’organe que le Bureau avait confié la tâche d’examiner et de faire rapport sur les pouvoirs à M. Erik Okoree (Ghana) et un vice-président du Bureau.

23. À la deuxième session plénière de la partie I de la réunion, le 15 octobre 2021, M. Okoree a informé la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena que 132 Parties étaient inscrites à titre de participantes à la réunion. Le Bureau a examiné les pouvoirs des représentants des Parties participant à la réunion et a constaté que ceux de 93 délégations respectaient à la lettre l’article 18 du règlement intérieur tandis que ceux de 39 délégations n’étaient pas tout à fait conformes à l’article 18 et ou n’avaient pas encore été communiqués. Conscient des circonstances extraordinaires auxquelles faisaient face certaines délégations, le Bureau a permis aux représentants n’ayant pas encore communiqué leurs pouvoirs de le faire dans les 30 jours suivant la clôture de la réunion ou avant le 15 novembre 2021 au plus tard, et demandé à la Secrétaire exécutive d’effectuer le suivi sur la question.

**Point 4. Rapports des organes subsidiaires**

24. Le point 4 de l’ordre du jour a été abordé à la deuxième session de la partie I de la réunion, le 15 octobre 2021. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a effectué son examen du point en étant saisi des rapports de la vingt-troisième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (CBD/SBSTTA/23/9) et de la partie I de sa vingt-quatrième réunion (CBD/SBSTTA/24/11), de la partie I de la troisième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de l'application (CBD/SBI/3/20) et de la première et deuxième réunions et de la partie I de la troisième réunion du Groupe de travail à composition non limitée sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 (CBD/WG2020/1/5, CBD/WG2020/2/4 et CBD/WG2020/3/4).

25. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a entendu les rapports verbaux des présidents de l’Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques et de l’Organe subsidiaire chargé de l'application, ainsi que des coprésidents du Groupe de travail à composition non limitée sur le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 sur les travaux effectués depuis la dernière réunion de la Conférence des Parties, dont une explication des différents moyens utilisés pour se soustraire aux restrictions imposées par la pandémie de la COVID-19.

26. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a pris note des rapports sur les réunions intersessions des organes subsidiaires et a décidé d’examiner les recommandations présentées dans ces rapports au titre des différents points de l’ordre du jour de la partie II de la réunion.

**Point 5. Rapport du Comité d’examen du respect des dispositions**

27. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a abordé le point 5 de l’ordre du jour à la deuxième session plénière de la partie I de la réunion, le 15 octobre 2021.

28. M. Rigobert Ntep, président du Comité d’examen du respect des dispositions, a présenté le rapport du Comité (CBD/CP/MOP/10/2) qui contient un sommaire des travaux des seizième et dix-septième réunions du Comité d’examen du respect des dispositions, ainsi que les recommandations proposées par le Comité à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena à sa dixième réunion. Le Comité a examiné plusieurs points lors de ces deux réunions, dont la remise des rapports nationaux, des plans d’action pour le respect des dispositions et la communication d’informations au Centre d’échange sur la prévention des risques biotechnologiques, et a offert sa contribution au quatrième exercice d’évaluation et examen du Protocole et à l’évaluation finale du Plan stratégique pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques pour la période 2011-2020. De plus amples détails sur le fond des travaux réalisés par le Comité seront fournis à la partie II de la réunion, lors de l’examen des recommandations du Comité.

29. Le président du Comité d’examen du respect des dispositions a ajouté que le mandat de dix membres du Comité devait prendre fin le 31 décembre 2020 mais que le retard dans la présentation de la dixième réunion avait empêché l’élection de nouveaux membres avant la fin du mandat des membres à remplacer. Après consultation avec le Bureau, le mandat des membres a été prorogé jusqu’au 31 décembre 2021 et l’élection de nouveaux membres devrait avoir lieu à la partie II de la réunion, à Kunming, en 2022.

30. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a pris note du rapport du président du Comité d’examen du respect des dispositions et a décidé de reporter l’examen des recommandations du Comité et l’élection des nouveaux membres à la partie II de la réunion. Elle a aussi décidé de proroger d’une autre année le mandat des dix membres du Comité, qui prendra donc fin le 31 décembre 2022.

**Point 6. Administration du Protocole et budget des fonds d’affectation spéciale**

31. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a abordé le point 6 de l’ordre du jour à la session d’ouverture de la réunion, le 11 octobre 2021. Dans son examen du point, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties était saisie du rapport provisoire de la Secrétaire exécutive sur l’administration de la Convention et de ses Protocoles, comprenant le budget des différents fonds d’affectation spéciale (CBD/CP/MOP/10/3).

32. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a décidé de former un groupe de contact sur le budget ayant pour mandat d’examiner la question et de préparer un budget provisoire pour le programme de travail pour 2022, pour examen par les Parties. Le groupe de contact serait présidé par M. Spencer Thomas (Grenade), serait ouvert à toutes les Parties et se réunirait à titre informel à l’invitation du président. Les réunions seraient annoncées à l’avance dans le calendrier quotidien des réunions.

33. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a examiné le projet de décision CBD/CP/MOP/10/L.2 sur le budget provisoire pour le programme de travail intégré du Secrétariat proposé par le président du groupe de contact sur le budget à la deuxième session plénière de la partie I de la réunion, le 15 octobre 2021.

34. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a adopté le projet de décision CBD/CP3MOP/10/L.2 tel qu’il a été amendé verbalement par le Secrétariat, en tant que décision CP-10/1

**Point 18. Questions diverses**

35. Aucune autre question n’a été soulevée.

**Point 19. Adoption du rapport**

36. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a adopté le présent rapport à la deuxième session plénière de la partie I de la réunion, le 15 octobre 2021, à partir du projet de rapport présenté par la rapporteuse (CBD/CP/MOP/10/Part-1-L.1), étant entendu qu'il serait parachevé de manière à refléter l'intégralité des débats de la réunion en cours et que le rapport complet serait examiné et adopté à la deuxième partie de la réunion.

**Point 20. Clôture de la réunion**

37. À la deuxième session plénière de la partie I de la réunion, le 15 octobre 2021, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a décidé de suspendre la dixième réunion et de la reprendre du 25 avril au 8 mai 2022 à Kunming, en Chine.

38. Après l’échange habituel de courtoisies, la partie I de la réunion a été formellement close à 17 h 10, le 15 octobre 2021.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. CBD/CP/MOP/10/3. [↑](#footnote-ref-2)
2. Voir la partie IV de la résolution 60/283 de l’Assemblée générale [↑](#footnote-ref-3)
3. Voir le paragraphe 2. [↑](#footnote-ref-4)
4. Toutes les heures indiquées dans le présent rapport correspondent à l’heure normale de Chine (UTC+8). [↑](#footnote-ref-5)
5. Les déclarations des représentants fournies par le Secrétariat sont publiées sur le site https://www.cbd.int/conferences/2021-2022/cop-15/documents, telles qu’elles ont été reçues des Parties ou observateurs concernés. [↑](#footnote-ref-6)